

Rapport d'activités du Centre de recherches de droit pénal **1^{er} octobre 2019- 30 septembre 2021**

Présentation du Centre de recherches en droit pénal

Issu d'une longue tradition de recherche en droit pénal et procédure pénale à l'Université libre de Bruxelles, le Centre de recherches en droit pénal (CRDP) a été créé en octobre 2018 afin de regrouper les praticien·nes, chercheur·ses et enseignant·es de la Faculté de droit et de criminologie œuvrant dans ces matières. Il regroupe ainsi des praticien·nes – magistrat·es, avocat·es, juristes – et des académiques spécialistes en droit pénal et procédure pénale mais aussi des chercheur·ses travaillant en interdisciplinarité sur des sujets touchant de près lesdites disciplines.

Le CRDP est composé d'une quinzaine de membres qui explore divers pans du droit pénal et de la procédure pénale. Ont été ainsi conviés à la recherche durant la période concernée, les thématiques suivantes : le droit international pénal (peines et expérience pénale), les responsabilités pénales individuelles, les modes de preuves, la procédure pénale, le droit pénal social, la diffusion des idées pénales et le droit pénitentiaire.

Durant la période concernée, le CRDP a organisé et participé à l'organisation de plusieurs conférences et colloques nationaux et internationaux. Il a aussi accueilli des chercheur·ses et doctorant·es. Ainsi sont venus faire des séjours de recherches au CRDP : Sandrine de Sena (Université Paris 2), Louise Hauptman (Université de Lausanne), Pétronille Gérard-Pigeaud (Université de Limoges), Kastriot Lubishtani (Université de Lausanne), Rigobert Phuati Nsuami (RDC). En outre, ses membres ont participé à de nombreux événements scientifiques et de vulgarisation du droit pénal et de la procédure pénale, et ont œuvré en tant qu'experts au sein d'organismes européens ou d'organisations non-gouvernementales.

I. Composition au cours de la période couverte

Directeur : Damien Scalia

Président : Marc Preumont

Coordinatrice administrative : Nathalie Larivière

Membres du CRDP

-Sur budget de fonctionnement :

Charles-Eric Clesse, Chargé de cours, magistrat
Daniel De Wolf, Chargé de cours (fin de contrat : septembre 2020)
Sophie Grégoire, Chargé de cours, juge d'instruction
Laurent Kennes, Chargé de cours, avocat
Franklin Kutu, Chargé de cours, magistrat
Olivia Nederlandt, Chargée de cours
Marc Preumont, Professeur des Universités, avocat
Damien Scalia, Chargé de cours
Anne Weyembergh, Professeure

-Membres associé.e.s/ Collaborateurs.trices scientifiques :

Olivier Bastyns, magistrat, assistant chargé d'exercices
Sophie Cuykens, avocate, assistante chargée d'exercices
Romain Delcoigne, avocat, assistant chargé d'exercices
Louise Descamps, avocate, doctorante, assistante chargée d'exercices
Frank Discepoli, avocat, assistant chargé d'exercices

Damien Holzapfel, avocat, assistant chargé d'exercices
Joachim Isaac Kisiigha, juriste, parquet, Charleroi
Caroline Poire, avocate, chargée d'exercices
Aurélie Verheylesonne, avocate, assistante chargée d'exercices
Djoheur Zerouki-Cottin, Maître de conférence, Université de St-Étienne (France)

II. Activités scientifiques du centre au cours de la période couverte

Thèses de doctorat au cours de la période couverte :

Cinq thèses de doctorats sont en cours de réalisation au sein du CRDP :

- Géraldine Debard Feyeux, *La procédure pénale internationale à l'épreuve du terrorisme* (co-tutelle avec l'Université de Lyon, Fonds propres)
- Louise Descamps, *Les formes secondaires de responsabilité en droit pénal* (Fonds propres)
- Pétronille Gérard-Pigeaud, *Le contexte dans le droit et la jurisprudence de la CPI* (co-tutelle avec l'Université de Limoges, Fonds propres)
- Julien Fishmeister, *Les étrangers en droit pénal, approche comparative* (co-tutelle avec l'Université Grenoble-Alpes, Fonds propres)
- Quentin Markarian, *Les droits LGBTQIA+ en prison* (co-tutelle avec l'Université de Genève, Fonds propres)

Organisation de colloques, conférences et séminaires de recherche :

Le CRDP a organisé plusieurs conférences nationales et internationales, souvent en collaboration, au cours de la période concernée :

- *Les triptyques du droit pénal (interrompus en raison de la Covid-19) :*
 - 1^{er} module – Le droit pénal fiscal. André Risopoulos et Françoise Roggen : 20 février, 5 mars, 12 mars 2020.
 - 2^e module à venir : Les étrangers face au droit pénal. Maryse Alié, Mathieu Beys, Agate de Brouwer : 18 janvier, 25 janvier, 1^{er} février 2022.

III. Activités des membres du centre au cours de la période couverte

Ariane Amado :

- « L'espace privé et la prévention des risques en prison », *Archives de Politique Criminelle*, 2021, n°43 (à paraître).
- « L'assistance médicale à la procréation en prison : ineffectivité d'un recours ou non-reconnaissance d'un droit ? », Dossier spécial « réforme sur la bioéthique », *AJ Famille*, novembre 2021, p. 595.
- *L'enfant en détention en France et en Angleterre- Contribution à l'élaboration d'un cadre juridique pour l'enfant accompagnant sa mère en prison*, Paris, Mare & Martin, 2020.
- « (Mes)Usages de la visioconférence pour les demandeurs d'asile et les personnes placées en détention provisoire », avec Auriane Taveau, *RSC*, n°2, 2019, pp. 227-524.
- « Quelle place pour l'autre parent d'un enfant en prison ? Une étude comparée entre la France et l'Angleterre », *Criminologie*, vol. 52, n°1, 2019.

Charles-Eric Clesse :

Ouvrage comme auteur seul

- *Droit pénal social*, Répertoire pratique de droit belge, Bruxelles, Bruylant, 3^{ème} édition, 2019, 732 pages.

Ouvrage en collaboration

- Ch.-E. CLESSE et J.-C. HEIRMAN, *Procédure pénale sociale*, Les Manuels de droit pénal de l'entreprise, Bruxelles, Larcier, 2020, 281 pages.

Articles (seul)

- Note sous Cass., 6 mai 2019, *Dr. Pen. Entr.*, 2020/1, pp. 46 à 48.
- « L'employeur en droit pénal social : notion autonome », note sous Cass., 4 septembre 2018, *Dr. Pen. Entr.*, 2020/1, pp. 50-51.
- « Coronavirus et Code pénal social », *Dr. Pen. Entr.*, 2020/2, pp. 293 à 295.
- « Le travail des enfants, interdit même en famille », note sous T.T. Liège, 27 juin 2019, *Dr. Pen. Entr.*, 2020/4, pp. 378-379.
- Note sous Cass., 9 septembre 2019, *Dr. Pen. Entr.*, 2020/4, p. 373.
- « La notion d'employeur en droit pénal social et son application à la Dimona : un nouvel arrêt de la Cour de cassation », *B.J.S.*, n° 642, janvier 2020/1, p. 6.
- « Le travail d'enfants : interdit, surtout dans le cadre d'une société », *B.J.S.*, n° 644, février 2020/2, p. 5.
- « Covid19 : les contrôles en entreprise », *B.J.S.*, n° 647, avril 2020/1, p. 5.
- « Acquittement au pénal, condamnation au civil : l'autorité de chose jugée relative », *B.J.S.*, n° 648, mai 2020/2, p. 6.
- « Le médecin qui ne dormait jamais », *B.J.S.*, n° 652, juin 2020/2, p. 6.
- « Coronavirus et Code pénal social », *B.J.S.*, n° 654, août 2020/2, p. 5 ; Bulletin de la procédure et des voies d'exécution, 2020/9, p. 13.
- Contribution externe dans le rapport Myria 2020 sur « le non-respect des mesures contre le coronavirus est-il un indicateur supplémentaire de traites des êtres humains aux fins d'exploitation économique ? ».

Articles (en collaboration)

- CLESSE, Ch.-E. et VERWILGHEN, M., « La protection de la santé au travail dans le contexte de la pandémie de COVID-19 : aspects de droit pénal social », *Carnet de crise 25*, site du Centre de droit public de l'ULB, 7 mai 2020

Colloque avec publication (seul)

- « Les institutions de contrôle du droit pénal social », *L'entreprise face au risque pénal*, Jeune barreau de Bruxelles, Bruxelles, Larcier, 2021, pp. 125 à 147.

Colloque avec publication (en collaboration)

- Ch.-E. CLESSE et M. VERWILGHEN, « La prescription de la demande d'indemnités sur pied de la C.C.T. n°109 : prescription ex delicto ? », *Le licenciement abusif et/ou déraisonnable – Cinq années d'application de la C.C.T. n°109* (CH.-E CLESSE, S. GILSON et P. NILLES, dir.), Rixensart, Anthémis, 2020, pp. 211 à 284.
- Ch.-E. CLESSE et M. VERWILGHEN, « Les sanctions de la violation de la vie privée », *Technologies, surveillance et vie privée du travailleur* (CH.-E CLESSE, S. GILSON et P. NILLES, dir.), Rixensart, Anthémis, 2021, pp. 321 à 373.
- Ch.-E. CLESSE, L. KENNES et F. VANSILLIETTE, « Les institutions de contrôle et d'enquête du droit pénal de l'entreprise », *L'entreprise face au risque pénal*, Jeune barreau de Bruxelles, Bruxelles, Larcier, 2021, pp. 9 à 72.

Colloque (non publiée)

- 24 février 2020 : Colloque du SPF emploi sur "Studiedag Administratieve Vervolging Vergelijking systemen FOD Economie en FOD WASO". Intervention sur les « Principes de droit pénal social national et international »
- 22 octobre 2020 : Congrès de la fonction publique. Intervention avec Myriam Verwilghen sur « droit pénal social : la fonction publique oubliée ? »

Participation à des colloques internationaux

- 8 octobre 2019 : Paris (France) – Conférence donnée à l’Ordre de Malte sur « l’identification et la protection des victimes en Belgique : un exemple de collaboration entre magistrats, policiers et associations »
- 3 Mars 2020 : Tunis (Tunisie) – Conférence donnée à l’université des sciences sociales et juridiques de Tunis sur « La discrimination en droit belge : de la preuve à la répression »
- 22 avril 2021 : International online meeting – Syndicat européen de la construction. Intervention sur « Subcontracting in the construction sector – The Rive Gauche & Racing Arena case »

Conférence (non publiée)

- 14 novembre 2019 : séminaire donné avec Myriam Verwilghen pour SOTRA sur « le droit pénal social de la fonction publique »
- 5 décembre 2019 : Conférence lors d’une session Emouna, sur « l’articulation entre les rôles des Ministres du culte et les institutions sociales et la lutte contre les discriminations »
- 18 novembre 2020 : Conférence lors d’une session Emouna, sur « l’articulation entre les rôles des Ministres du culte et les institutions sociales : accueil de migrants, traite des êtres humains, la lutte contre les discriminations »

Missions internationales

- Expert du Conseil de l’Europe pour l’atelier régional sur une simulation du mécanisme national d’orientation des victimes de la traite des êtres humains, à Monastir (Tunisie), du 10 au 11 janvier 2020.
- Expert du Conseil de l’Europe pour la rencontre avec la Commission nationale chargée de la coordination des mesures de la lutte contre la traite des êtres humains et la présentation du cadre institutionnel international, à Rabat (Maroc), le 4 février 2020.
- Expert du Conseil de l’Europe pour la journée internationale de la traite des êtres humains et animation de la table ronde sur « la traite des êtres humains entre la répression internationale et nationale », visioconférence avec Rabat (Maroc), 27 juillet 2020
- Expert du Conseil de l’Europe pour la journée internationale de la traite des êtres humains et animation de la table ronde réunion de travail sur « l’évaluation du cadre normatif anti-traite tunisien », visioconférence avec Tunis (Tunisie), 14 octobre 2020
- Expert du Conseil de l’Europe pour la formation internationale (Tunis, Maroc, Lybie, Liban), sur le renforcement de l’action régionale contre la traite des êtres humains dans le Sud de la Méditerranée, intervention sur la « formation des inspecteurs sociaux et de la Justice », visioconférence, 17 novembre 2020.
- Expert du Conseil de l’Europe pour le renforcement des capacités sur le cadre général de lutte contre la traite des êtres humains au Royaume du Maroc sur « le cadre juridique international de lutte contre la traite des êtres humains, les éléments constitutifs de la traite et la jurisprudence », visioconférence avec Rabat (Maroc), 14 et 16 décembre 2020
- Expert du Conseil de l’Europe pour le renforcement des capacités sur le cadre général de lutte contre la traite des êtres humains au Royaume du Maroc sur « les victimes dans le protocole ONU anti-traite », « l’identification des victimes de traite des êtres humains », « les acteurs impliqués dans l’identification », et « les outils standardisés d’identification », visioconférence avec Rabat (Maroc), 10 et 11 février 2021.
- Expert du Conseil de l’Europe pour la formation internationale (Tunis, Maroc, Lybie, Liban), sur le renforcement de l’action régionale contre la traite des êtres humains dans le Sud de la Méditerranée, intervention sur la « la coopération internationale dans le cadre de la convention anti-traite du Conseil de l’Europe », visioconférence, 24 février 2021.
- Expert du Conseil de l’Europe pour le séminaire sur l’orientation des victimes de la traite des êtres humains au Royaume du Maroc. Intervention sur « le cadre normatif », « principes et droit » et « questions principales autour de l’orientation des victimes », visioconférence avec Rabat (Maroc), 8 et 9 avril 2021.

- Expert pour le projet SAVE pour une conférence sur « la collaboration inter-acteurs dans la lutte contre la traite des êtres humains à des fins d'exploitation par le travail, l'accompagnement des victimes et le suivi des procédures judiciaires, Rabat (Maroc), 24 juin 2021.
- Expert du Conseil de l'Europe pour un atelier de sensibilisation à la lutte contre la traite des êtres humains à l'université de Mohammedia. Intervention sur « le cadre normatif international », visioconférence avec Mohammedia (Maroc), 1^{er} juillet 2021.
- Expert du Conseil de l'Europe pour une formation initiale à la lutte contre la traite des êtres humains donnée à l'université de Tanger. Intervention sur « le cadre normatif international », « les éléments constitutifs de la traite des êtres humains » et le « trafic d'êtres humains », visioconférence avec Tanger (Maroc), 1^{er} juillet 2021.

Louise Descamps

Monographie

- L. Descamps, *Les mesures de la peine*, Bruxelles, Wolters Kluwer, à paraître.

Articles

- L. Descamps, « Les trois temps de la peine : où s'arrêtera la Cour ? », *J.E.D.H.*, 2019/2, pp. 103 à 119.
- L. Descamps, « Le meurtre commis pour faciliter le vol imputé au complice : la théorie de l'emprunt matériel de criminalité est-elle en adéquation avec la jurisprudence européenne et l'esprit du législateur actuel? », *Revue e-Legal*, février 2020, disponible en ligne.
- L. Descamps et D. Scalia, « Chronique de droit pénal et pénitentiaire », *J.E.D.H.*, 2019/4, pp. 278 à 296.
- L. Descamps et O. Nederlandt, « L'absence de service minimum garanti dans les prisons belges en temps de grève des agents pénitentiaires constitue un traitement dégradant et entraîne l'ineffectivité des recours », *Rev. trim. dr. h.*, 2020, pp. 188 à 214.
- L. Descamps, « Le point sur l'appel en matière pénale en cas de survenance d'un "élément nouveau" », obs. sous C.C., 16 mai 2019, n°67/2019 et Cass., 29 mai 2019, P.18.0636.F/1, *Rev. dr. pén. crim.*, 2020, pp. 845 à 863.

Colloques / Interventions académiques

- Université Yaroslav le Sage — Kharkov, Ukraine — 26 avril 2019 : Invitation à donner une conférence sur les exigences posées par la jurisprudence européenne en matière de libération conditionnelle.

Julien Fischmeister :

- J. Fischmeister, « Droit pénal des étrangers : quand le libre consentement au test PCR (ne) l'emporte (pas) sur l'obligation de se soumettre à la mesure d'éloignement », *La Revue des droits de l'homme*, Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 31 mai 2021.
- J. Fischmeister, « La reconduite à la frontière comme seule ambition pénale : architecture d'une justice de réciprocité » in Isabelle Fouchard, Jean-Manuel Larralde, Benjamin Lévy et Anne Simon (dir.), *Les frontières de la privation de liberté*, Actes du 5^{ème} colloque Jeunes chercheurs sur la privation de liberté, Mare & Martin, Paris, 2021, p. 241-251.
- D. Scalia, J. Fischmeister, « Résistance au droit et droit international des droits humains » in *L'Irascible n°8*, revue de l'Institut rhône-alpin des sciences criminelles (IRASC), L'Harmattan, 2021, p. 63-94.

Laurent Kennes :

- « L'expert judiciaire désigné en matière civile confronté à l'infraction pénale : quelle attitude adopter ? », avec Sophie Cuykens, *Dr. Pén. Entr.*, 2021, p. 161.

- Participation au colloque organisé par le CRDP : « Les procès de masse d'aujourd'hui » 4 et 5 octobre 2021.
- Formation avec Damien Holzapfel « Les midis de la formation – Actualités de procédure pénale » Conférence du Jeune Barreau de Bruxelles (18/11/2021).

Franklin Kutu :

Articles

- « Le droit à un procès pénal équitable au sens de la jurisprudence strasbourgeoise en 2018 », *J.L.M.B.*, 2019, pp. 244-283.
- « La contribution des cours et tribunaux à l'élaboration du droit pénal », note sous Cass., 13 décembre 2016, *R.C.J.B.*, 2019, pp. 29-97.
- « La cause de justification déduite du mobile humanitaire dans l'hypothèse de l'aide apportée à l'entrée, au transit ou au séjour illégal sur le territoire belge », *R.D.P.C.*, 2019, pp. 849-864.
- « La bienveillance du législateur à l'égard du toxicomane. L'approche humaniste du Parlement belge », *Liber amicorum Patrick Mandoux et Marc Preumont*, Bruxelles, Larcier, 2019, pp. 239-269.
- « La nullité d'un élément de preuve pour contravention au caractère équitable de la procédure. L'essoufflement de l'article 6 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales », *Liber amicorum Patrick Henry*, Bruxelles, Larcier, 2019, pp. 15-43.
- « L'interpellation démocratique pacifique peut-elle être constitutive d'une cause de justification déduite de l'état de nécessité ? », obs. sous Corr. Lyon, 16 septembre 2019, *J.L.M.B.*, 2019, pp. 1893-1900.
- « Le droit à un procès pénal équitable au sens de la jurisprudence strasbourgeoise en 2019 », *J.L.M.B.*, 2020, pp. 244-273.
- « La notion de réquisitions verbales du ministère public en matière correctionnelle et de police », *R.D.P.C.*, 2020, pp. 220-245.
- « L'élément fautif des infractions intentionnelles », obs. sous Cass., 6 novembre 2019, *R.D.P.C.*, 2020, pp. 377-394.
- « Les implications pénales de la sécurité civile. Les infractions à la réglementation tendant à limiter la propagation du virus Covid-19 », *J.T.*, 2020, pp. 296-298 et 320-324.
- « Exhibitionnisme, protestation politique, exercice de la liberté d'expression et proportionnalité de la répression pénale », *J.T.*, 2020, pp. 421-424.
- « Chronique semestrielle de jurisprudence. 1ère Partie : Principes généraux du droit pénal », *R.D.P.C.*, 2020, pp. 502-520.
- « Le droit pénal et la précarité », *R.D.P.C.*, 2020, pp. 661-687.
- « Le maintien d'une mesure de privation de liberté requiert un contrôle juridictionnel dépourvu de tout automatisme », obs. sous Crim., 26 mai 2020, *J.L.M.B.*, 2020, pp. 1248-1251.
- « La proportionnalité de la peine en droit belge : une exigence de l'Etat de droit et un droit pour le justiciable », *Formation UB³*, Bruxelles, Larcier, 2020, pp. 7-48.
- « Chronique semestrielle de jurisprudence. 1ère Partie : Principes généraux du droit pénal », *R.D.P.C.*, 2020, pp. 1136-1168.
- « Une jurisprudence discutable, potentiellement source d'une violation des principes d'égalité et de non-discrimination et de l'article 1er du premier Protocole additionnel à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales », obs. sous Cass., 20 mars 21019, *R.D.P.C.*, 2020, pp. 1245-1261.
- « Le droit à un procès pénal équitable au sens de la jurisprudence strasbourgeoise en 2020 », *J.L.M.B.*, 2021, pp. 284-319.
- « Chronique semestrielle de jurisprudence. 1ère Partie : Principes généraux du droit pénal », *R.D.P.C.*, 2021, pp. 413-428.
- « Le critère de la compétence territoriale des juridictions pénales », *J.L.M.B.*, 2021, pp. 1126-1127.

Les monographies :

- F. KUTY, *Principes généraux du droit pénal belge – 2. L’infraction pénale*, Bruxelles, Larcier, 2020.
- F. KUTY, *Principes généraux du droit pénal belge – 3. L’auteur*, Bruxelles, Larcier, 2020.

Colloque :

- Intervention lors du colloque organisé conjointement par l’Institut de formation judiciaire IFJ-IGOG et le Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l’exclusion sociale ayant pour thème « Le regard des magistrats sur la pauvreté », Bruxelles, le 06.12.2019.

Olivia Nederlandt :

Publications

- BEERNAERT, M.-A., COLETTE-BASECQZ, N., GUILLAIN, CH., KENNES, L., NEDERLANDT, O., VANDERMEERSCH (D.), *Introduction à la procédure pénale*, 8e éd., Bruxelles, Die Keure-La Charte, 2021.
- HACHEZ, I., LOSSEAU, L., HARDT, M., SAROLEA, S. et NEDERLANDT, O., « Quelles réponses publiques aux vulnérabilités en temps de Covid ? », in F. BOUHON, E. SLAUTSKY et S. WATTIER (éds.), *La réponse belge à la crise du Covid-19 au regard du droit public. Quels leçons pour l’avenir ?*, Bruxelles, Larcier, 2021 (à paraître).
- DEROUAUX, E., NEDERLANDT, O. et SERVAIS, A., « Les situations complexes dans l’exécution de la mesure d’internement / Complexe situations bij de uitvoering van de interneringsmaatregel », in A. Jonckheere et E. Maes, *Calcul, exécution et cumul des peines en Belgique / Strafberekening, uitvoering en cumul van straffen in België*, Gompel & Svacina, 2021 (à paraître).
- GUILLAIN, Ch. et NEDERLANDT, O., « Le régime légal de la récidive : entre approche classique et positiviste du droit pénal », in B. Mine (éd.), *La récidive et les carrières criminelles en Belgique*, Politeia, Coll. Les Cahiers du GEPS (Groupe d’Etudes sur les Politiques de Sécurité de l’UCLouvain), Bruxelles, 2021, pp. 15 – 53.
- NEDERLANDT, O. et TEPER, L., « Le droit pénitentiaire va-t-il enfin prendre son envol ? », H. Bosly et Ch. De Valkeneer (coord.), *Actualités en droit de l’exécution des peines et de l’internement*, Bruxelles, Larcier, 2021, pp. 69 – 173.
- NEDERLANDT, O., « Enquête auprès des tribunaux de l’application des peines en Belgique. Que devient le pouvoir judiciaire, et le droit qu’il protège, lorsqu’il franchit la porte des prisons ? », *Les frontières de la privation de liberté*, Paris, Mare et Martin, Collection ISJPS, 2021, pp. 33 – 55.
- NEDERLANDT, O. et VANHOUCHE, A.-S., « Les maisons de transition : miroir aux alouettes ou pied dans la porte ? », in Ch. Guillain et D. Scalia (dir.), *Les coûts du système pénal*, Les dossiers de la Revue de droit pénal et de criminologie, n°28, La Charte, Bruxelles, 2020, pp. 29 – 63.
- NEDERLANDT, O., « Actualités en droit de l’exécution des peines privatives de liberté : un état de crise permanent ? », in F. Kuty et Ch. Guillain (coord.), *Actualités en droit pénal et exécution des peines*, Bruxelles, Larcier, 2020, pp. 127 – 247.
- HACHEZ, I., CARTUYVELS, Y. et NEDERLANDT, O., « Internement (civil et pénal) des personnes souffrant d’un trouble mental », in I. Hachez et J. Vrielink, *Les grands arrêts en matière de handicap*, Bruxelles, Larcier, 2020, Coll. Les grands arrêts, pp. 757-782.
- NEDERLANDT, O., « Le droit pénitentiaire et les femmes incarcérées : Orange is the new blackbox ? », in D. Bernard (ed.) et Ch. Harmel (coord.), projet de l’ASBL Fem&L.A.W., Codes commentés 2020 – Droits des femmes, pp. 377 – 381.
- NEDERLANDT, O., « La légalité en matière pénitentiaire : une illusion ? », in Luc Detroux, Mathias El Berhoumi et Bruno Lombaert (dir.), *La légalité : un principe de la démocratie belge en péril ?*, Bruxelles, Larcier, 2019, pp. 141 – 177.

- NEDERLANDT, O. et JADOU, M., « Guide du routard du tribunal de l'application des peines. Quelques "bons plans" pour les avocats », *Actualités en droit pénitentiaire*, Limal, Anthemis, 2019, pp. 99 – 162.

Articles dans des revues scientifiques

- BEERNAERT, M.-A., FUNCK, J.-F. et NEDERLANDT, O., « L'entrée en vigueur du nouveau régime d'exécution des peines privatives de liberté de trois ans ou moins au 1er décembre 2021 : faut-il s'en réjouir ou s'en inquiéter ? », *J.T.*, 2021, à paraître.
- NEDERLANDT, O., « Les juridictions pénales internationalisées ou mixtes : la justice de proximité comme outil de justice transitionnelle », *J.T.*, 2021, à paraître.
- HACHEZ, I., HARDT, M., LOSSEAU, L., NEDERLANDT, O., SAROLEA, S. et TRIAILLE, L., « Des personnes vulnérables aux situations de vulnérabilité : à quoi sert le droit en temps de Covid ? », *Rev. trim. dr. h.*, 2021/128, pp. 929-990.
- MINE, B., ROBERT, L., NEDERLANDT, O., JONCKHEERE, A. et MAES, E., « Permissions de sortie et congés pénitentiaires : sorties des personnes détenues en toute discrétion ? », *Chronique de criminologie, Rev. dr. pén. crim.*, 2021/7-8, pp. 723-760.
- NEDERLANDT, O., « Droits des personnes incarcérées durant la pandémie : quand la crise ordinaire se double d'une crise sanitaire », *e-legal – Revue de droit et de criminologie de l'Université libre de Bruxelles*, dossier spécial covid-19, 2021, disponible en ligne <http://e-legal.ulb.be/special-covid19/dossier-special-covid19/droits-des-personnes-incarcerees-durant-la-pandemie-quand-la-crise-ordinaire-se-double-d-une-crise-sanitaire>.
- VANHOUCHE, A.-S., NEDERLANDT, O., « De tweede golf van het coronavirus: Een overzicht van nieuwe maatregelen voor gedetineerden en gevangenen », *Fatik – Tijdschrift voor Strafbeleid en Gevangeniswezen*, 2021/169, pp. 23 – 28.
- ROBERT, L., MINE, B., MAES, E., JONCKHEERE, A., NEDERLANDT, O., « Terugblikken naar de toekomst? Ontwikkelingen in besluitvorming omtrent uitgaansvergunningen en penitentiaire verloven », *Fatik – Tijdschrift voor Strafbeleid en Gevangeniswezen*, 2021/169, pp. 16 – 22.
- NEDERLANDT, O., « L'exposé d'orientation politique du ministre de la Justice – Les volets pénal et pénitentiaire : une politique essentiellement sécuritaire et répressive », *J.T.*, 2021, pp. 192 – 195.
- NEDERLANDT, O., « Editoriaal – De intenties van de nieuwe minister van Justitie », *Fatik – Tijdschrift voor Strafbeleid en Gevangeniswezen*, 2020/168, pp. 3 – 5.
- VANHOUCHE, A.-S., DE BUS, S., NEDERLANDT, O., « Enkele reflecties over het jaarverslag van de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen », *Fatik – Tijdschrift voor Strafbeleid en Gevangeniswezen*, 2020/168, pp. 28 – 33.
- NEDERLANDT, O., SCALIA, D., « Le premier rapport annuel du Conseil central de surveillance pénitentiaire : retour sur la mise en place en 2019 des nouveaux organes de surveillance des prisons », *J.T.*, 2020, pp. 817 – 819.
- VANHOUCHE, A.-S., NEDERLANDT, O., « De Belgische transitiehuizen : nood aan een terugkeer naar het originele concept van detentiehuisen », *Fatik – Tijdschrift voor Strafbeleid en Gevangeniswezen*, 2020/167, pp. 6 – 18.
- NEDERLANDT, O. et PACI, D., « La prison face au covid19 : des mesures déséquilibrées au détriment des personnes condamnées », *J.T.*, 2020, pp. 341 – 348.
- VANHOUCHE, A.-S., NEDERLANDT, O., « Een bespreking van het koninklijk besluit over de strafprocedure en de uitvoering van straffen en maatregelen in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 », *Fatik – Tijdschrift voor Strafbeleid en Gevangeniswezen*, april-mei-juni 2020, n°166, pp. 4 – 11.
- GUILLAIN, Ch., NEDERLANDT, O., « Une réponse pénale et disciplinaire », *Politique*, n°112, juillet 2020, pp. 68 – 74.
- MAES, E., JONCKHEERE, A., NEDERLANDT, O., « Editoriaal. Strafvueroering in België anno 2020 », *Panopticon*, 2019, vol. 40(4), pp. 237 – 253.

- NEDERLANDT, O. et REMACLE, C., « L'aide sociale aux justiciables et aux détenus : un secteur invisibilisé par la complexité institutionnelle belge ? », *Rev. dr. pén. crim.*, 2019, vol. 2, pp. 379 – 423.
- NEDERLANDT, O. et LAMBERT, M., « La réforme du Conseil central de surveillance pénitentiaire et des commissions de surveillance des prisons : entre attentes déçues et raisons d'espérer ? », *e-legal* – Revue de droit et de criminologie de l'Université libre de Bruxelles, vol. 2, 2019, <http://e-legal.ulb.be/volume-n02/le-controle-des-lieux-de-privation-de-liberte-onu-conseil-de-l-europe-et-belgique-le-cas-des-prisons/la-reforme-du-conseil-central-de-surveillance-penitentiaire-et-des-commissions-de-surveillance-des-prisons-entre-attentes-decues-et-raisons-d-esperer>.
- VANOUICHE, A.-S., NEDERLANDT, O., « Eindelijk een onafhankelijk en effectief toezicht op de Belgische gevangenen ? Een overzicht van de recente wetswijzigingen en discussies over het toezicht op de Belgische gevangenen », *Fatik – Tijdschrift voor Strafbeleid en Gevangeniswezen*, vol. 36, n°162, 2019, pp. 25 – 37.

Notes et chroniques de jurisprudence

- NEDERLANDT, O., « Les plaintes des détenus ne peuvent-elles porter que sur le statut juridique interne des détenus à l'exclusion du statut juridique externe ? Une interprétation contraire à l'esprit des lois pénitentiaires », commentaire sous commission d'appel francophone, décision du 18 janvier 2021, *J.L.M.B.*, 2021, à paraître.
- COLETTE-BASECQZ, N., DELHAISE, E. et NEDERLANDT, O., « Chronique semestrielle de jurisprudence. 2e partie : les infractions du Code pénal », *Rev dr. pén. crim.*, 2021, à paraître.
- COLETTE-BASECQZ, N., DELHAISE, E. et NEDERLANDT, O., « Chronique semestrielle de jurisprudence. 2e partie : les infractions du Code pénal », *Rev dr. pén. crim.*, 2021/5, pp. 429 – 459.
- NEDERLANDT, O., « L'exécution de la peine privative de liberté doit-elle débiter par un écrou si la détention entraîne des effets préjudiciables évitables ? », obs. sous Cass. (2e ch.), 16 octobre 2019, *Rev. dr. pén. crim.*, 2021/1, pp. 54 – 66.
- NEDERLANDT, O. et DESCAMPS, L., « Considérations relatives au service minimum garanti dans les prisons belges en temps de grève des agents pénitentiaires », obs. sous Cour eur. dr. h., *Clasens c. Belgique*, 28 mai 2019, *Rev. trim. D.H.*, 2020, pp. 187 – 213.
- COLETTE-BASECQZ, N., DELHAISE, E. et NEDERLANDT, O., « Chronique semestrielle de jurisprudence. 2e partie : les infractions du Code pénal », *Rev dr. pén. crim.*, 2020/12, pp. 1169 – 1192.
- COLETTE-BASECQZ, N., DELHAISE, E. et NEDERLANDT, O., « Chronique semestrielle de jurisprudence. 2e partie : les infractions du Code pénal », *Rev dr. pén. crim.*, 2020, pp. 521 – 551.
- COLETTE-BASECQZ, N., DELHAISE, E. et NEDERLANDT, O., « Chronique semestrielle de jurisprudence. 2e partie : les infractions du Code pénal », *Rev dr. pén. crim.*, 2020, pp. 24 – 52.
- COLETTE-BASECQZ, N., DELHAISE, E. et NEDERLANDT, O., « Chronique semestrielle de jurisprudence. 2e partie : les infractions du Code pénal », *Rev dr. pén. crim.*, 2019, vol. 5, pp. 584 – 615.

Chroniques de presse

- 22 janvier 2021 : Lettre ouverte au vice-premier ministre et ministre de la Justice, Monsieur Vincent Van Quickenborne au sujet de la situation des personnes détenues dans les prisons, *Le Soir*, https://plus.lesoir.be/350567/article/2021-01-22/lettre-ouverte-au-vice-premier-ministre-et-ministre-de-la-justice-monsieur?fbclid=IwAR1uopPs7b3B_aB1Dky2otM5zi1IMTszVr7e-hbDF8TnEB--eHnFmhEU7-k
- 25 août 2020 : « La crise sanitaire ne peut continuer à justifier l'atteinte au droit à la vie privée et familiale des personnes détenues et de leurs proches », signée par quatre ASBL (la section belge de l'Observatoire International des Prisons, la Ligue des Droits Humains, le collectif de

luttres anticarcérales la CLAC et le GENEPI Belgique) : <https://www.liguedh.be/la-crise-sanitaire-ne-peut-continuer-a-justifier-latteinte-au-droit-a-la-vie-privee-et-familiale-des-personnes-detenees-et-de-leurs-proches/>

- 6 avril 2020 : « Carta academica » avec Yves Cartuyvels et Marc Nève, « La prison face au covid19 : zoom sur un angle mort de la démocratie », Chronique Carta Academica, Le Soir, en ligne : <https://plus.lesoir.be/292621/article/2020-04-06/la-prison-face-au-covid19-zoom-sur-un-angle-mort-de-la-democratie?fbclid=IwAR2gCZv4zzh8UEcq-iPIfKmeqm4jr8UV9GI9aYzxpKjFD8DzKduI9ws3QsU>

Interventions lors de colloques ou séminaires

- 5 mars 2021 : NEDERLANDT (O.), TEPER (L.), PACI (D.), « Actualités en matière d'exécution des peines privative de liberté (statuts juridiques internes et externes) », webinaire organisé par Larcier sous la direction de H. Bosly et Ch. De Valkeneer (dir.) intitulé *Actualités en droit de l'exécution des peines et de l'internement*, Bruxelles, Larcier, 2021.
- 24 août 2021 : NEDERLANDT (O.), « Mobiliser le droit pénitentiaire belge », intervention à l'université d'été « Contrôle des lieux de privation de liberté : aspects juridiques et enjeux pratiques », du 23 au 27 août 2021 à Paris, organisation par l'ULB et l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- 6 septembre 2021 : NEDERLANDT (O.), « L'impact de la crise sanitaire sur les droits fondamentaux des personnes vulnérables – le cas des personnes incarcérées », intervention au colloque « Les droits humains en temps de pandémie : exceptionnalismes politiques, vulnérabilités sociales et libertés confinées. Perspectives internationales et européennes », organisé par le CDP (ULB), CIRC (USL-B), CRECO (UCLouvain), CRIDS (UNamur), et les Facultés de droit de l'ULG, de l'UMons et l'Université de Luxembourg.
- 8 septembre 2021: NEDERLANDT (O.), VANHOUCHE (A.-S.), "Prisoners' rights under pressure: Belgian prison policies and life in prison during the Covid-19 pandemic", Panel "Covid-19 – Prison policies and their impact on people living and working in prison", Eurocrim 2021.
- 12 mars 2020 : intervention intitulée « Les juges belges de l'application des peines : des juges garde-frontières », lors du 5e colloque des jeunes chercheurs sur la privation de liberté consacré aux frontières de la privation de liberté (Paris).
- 13 mars 2020 : soutenance publique de la thèse intitulée « Les juges de l'application des peines face à la réinsertion des personnes condamnées. Une immersion dans la fabrique législative et la pratique judiciaire du droit de l'exécution des peines privatives de liberté ».
- 18 mai 2020 : « Actualités en matière d'exécution des peines privatives de liberté », colloque « UB3 » organisé par Larcier sur le sujet : « Actualités en droit pénal et exécution des peines », en ligne.
- 21 juin 2020 : présentation de la thèse au sein de l'administration générale des maisons justice.
- 10 novembre 2020 : « L'extension et la diversification du parc carcéral en question », midi de l'IRIB, en ligne, lien : <https://www.youtube.com/watch?v=wU0dec2qFNw&feature=youtu.be>.
- 24 novembre 2020 : intervention lors du marathon du droit du Journal des Tribunaux pour le droit pénitentiaire (droit pénitentiaire - statut juridique externe).
- 11 décembre 2020 : intervention intitulée « The impact of the coronavirus pandemic on the rights of accused and detained persons in Belgium and France », dans le cadre du webinaire organisé par l'AIDP Young Penalists, intitulé « The impact of the coronavirus pandemic on the rights of accused and detained persons – Comparative insights from the scholarship and the praxis ».
- 23 septembre 2019 : intervention au colloque « De la justice pénale internationale à la justice transitionnelle : quelle complémentarité », dans le panel « De la justice pénale internationale à la justice transitionnelle : quelle réconciliation après un conflit ? », organisé par Justice et Paix et le centre Avec, au centre COMECE à Bruxelles, avec Marie Davoise.
- 25 septembre 2019 : présentation des résultats du volet empirique de ma thèse aux membres des tribunaux de l'application des peines, et échanges avec eux, dans le cadre d'une formation

bilingue organisée par l'Institut de Formation Judiciaire à Bruxelles (intitulée « Echange d'expériences professionnelles entre magistrats des tribunaux de l'application des peines »).

- 10 octobre 2019 : participation à un séminaire de réflexion sur la mise en œuvre du droit de plaintes des personnes détenues, organisé par le Conseil central de surveillance pénitentiaire, à Bruxelles.
- 20 décembre 2019 : intervention intitulée « la prison, la pauvreté élevée au carré » lors la journée d'étude « le droit face aux pauvres » organisée par la Cour constitutionnelle à l'occasion de l'accession à l'honorariat du juge Jean-Paul Snaepe.

Damien Scalia :

Ouvrages

- *Les grands arrêts du droit international pénal général*, 2ème éd., Paris, Dalloz, co-auteur V. Thalmann, 2021.
- Les (nouveaux) symboles du pénal, n° 9 de l'IRASCible, 2022 (à paraître), co-direction J.-F. Dreuille, J. Ferrand et X. Pin.
- DésOBÉIR, Quoi qu'il en coûte, n° 8 de l'IRASCible, 2021, co-direction J.-F. Dreuille, J. Ferrand et X. Pin.

Articles

- « Environnement et droit international pénal : polluer le débat ? », in De Bernardis Ch. et Parein L., *Droit pénal de l'environnement*, à paraître.
- « An Empirical Analysis of International Criminal Law : The Perception and Experience of the Accused », in Heller J. K. et al., *The Oxford Handbook of International Criminal Law*, Oxford, OUP, 2020.
- « From a perpetrators' approach to a respondents' approach », in Anderson K. et Jessee E., *Approaching Perpetrators: Insights on Ethics, Methods, and Theory*, 2020.
- Quand la dissidence devient jugement : retour sur les opinions séparées en droit international pénal, in *Champ pénal/Penal Field*, 2020 (co-auteur : A. Ramseier).
- An Outsider's View from Inside. The Experience of Acquittals before International Criminal Tribunals, in *Journal of International Criminal Justice*, 2019 (co-auteur : M.-S. Devresse), pp 179-198.
- Les promesses de Nuremberg... 75 ans après, in *Journal des Tribunaux*, novembre 2021.
- Contrôle international..., in *e-legal, Revue de la Faculté de droit et de criminologie de l'ULB*, 2019, (co-auteur : H de Suremain), online.

Colloques/Interventions académiques

- « La France en Algérie : crimes et essais nucléaires. Quels recours possibles ? », MIT, Sept. to Oct. 2021.
- « La rédaction de la Convention de 1948 », in Séminaire annuel de l'IFJD portera sur le thème
- « Le génocide en question », octobre 2021.
- « Le jugement des crimes en Suisse : juges laïques et gravité relative », in *Les juridictions de jugement en matière criminelle*, Rennes, septembre 2021.
- « Big Data, Criminal Sanction and Detention », Discutant, in *Big Data in the Counter-Terrorism Context: Uses and Boundaries*, The Hague, janvier 2021.
- « Être jugé en tant que bourreau », in *Juger les bourreaux*, Grenoble, octobre 2019.
- « EU jurisdiction and Conditions of detention at the Pre-Trial Stage : an attempt at reconciliation », in *What role for the EU as a setter of human rights standards in the field of detention*, Cambridge, septembre 2019.
- « Le travail en prison », à la bibliothèque de Neder oven Hembeek (Belgique), octobre 2019.

Aurélie Verheylesonne

Monographie

- A. Verheylesonne, *La poursuite civile des procédures pénales*, Kluwer, 3ème édition, à paraître.

Articles

- A. Verheylesonne, "La prescription de l'action civile née d'une infraction pénale", in X, *La prescription en matière pénale*, Actes du colloque organisé par la CJBB (sous la direction de Benjamine Bovy), Bruxelles, Larcier, 2020, pp.103-129.
- A. Verheylesonne, "Le droit d'action des communes en droit pénal de l'urbanisme", note sous Bruxelles (14ème ch.), 12 février 2019, *Dr. pén. entr.*, 2019/4, pp.321 et s.
- A. Verheylesonne, "Incidence du droit pénal : action civile résultant d'une infraction", in X, *La prescription en assurances et en responsabilité*, Limal, Anthémis, 2019, pp.71-93.
- A. Verheylesonne, "Les droits de la défense face à la confiscation directe ou par équivalent des avantages patrimoniaux tirés d'une infraction", in X, *La science pénale dans tous ses états, Liber Amicorum Patrick Mandoux et Marc Preumont*, Bruxelles, Larcier, 2019, pp.77-103.
- A. Verheylesonne, "Le réquisitoire de confiscation des avantages patrimoniaux ne doit pas être déposé dans le délai fixé au parquet pour conclure en application de l'article 152 du Code d'instruction criminelle", note sous Cass., 29 janvier 2019, *Rev. dr. pén. entr.*, 2019/3, pp.183 et s.
- A. Verheylesonne, "Le risque pénal du propriétaire qui loue un immeuble dans lequel une infraction urbanistique est constatée : la confiscation par équivalent du loyer perçu", note sous Cass., 28 février 2018, *Rev. dr. pén. entr.*, 2019/1, pp.37-39.